

COMMUNIQUÉ

Administration Territoriale de l'Etat et Cimap du 17 juillet 2013

Sortir des politiques d'austérité !

Pour ce qui concerne l'administration territoriale de l'Etat, le rapport Weiss – Rebière a fait le constat d'une situation très dégradée des services territoriaux de l'Etat tant du point de vue de la qualité et de l'efficacité du service public rendu à la population qu'en ce qui concerne les conditions de vie au et hors du travail des personnels.

Les personnels comme les usagers des services publics attendaient un réel changement de cap s'agissant de l'organisation et de la conduite des services publics et des politiques publiques de l'Etat dans les territoires.

La CGT demandait pour sa part l'ouverture d'une négociation avant toute prise de décisions.

Toutes les autres organisations syndicales ont formulé la même demande. Loin de tout cela, le comité interministériel pour la modernisation de l'action publique (CIMAP) du 17 juillet 2013 décide unilatéralement d'un ensemble de mesures sensées «améliorer l'efficacité des politiques et services publics, contribuer à la maîtrise des dépenses publiques et renforcer la compétitivité de notre économie».

En matière d'efficacité accrue, les personnels resteront sur leur faim puisque le scénario retenu est celui de la gestion d'un statu quo apparent, avec la poursuite des suppressions d'emplois, des abandons de missions, des fermetures de services publics de proximité.

Aucune mesure n'est prise pour améliorer la situation des personnels et notamment ceux qui ont eu à subir des restructurations très conséquentes (ATESAT-ADS, sous préfectures, DGCCRF,...).

Ce qui apparait à l'évidence, c'est la poursuite des politiques austéritaires appliquées aux services publics en droite ligne avec les orientations ultra libérales de la commission européenne.

Les décisions annoncées visent à centraliser encore plus l'organisation administrative tant au plan national, avec un renforcement de l'interministérialité, qu'au plan régional avec des pouvoirs accrus dévolus aux préfets de région notamment en matière de gestion budgétaire.

La CGT appelle les personnels à se mobiliser pour dire stop au recul permanent !

Elle exige un moratoire aux restructurations incessantes, un véritable processus de discussions sur le contenu des missions et leurs conditions d'exercice, l'arrêt des suppressions de postes, la définition d'un plan pluriannuel de recrutement et de requalification des emplois.

La CGT réaffirme aujourd'hui que la dégradation des conditions de vie et de travail des agents est totalement insupportable. Il est indispensable de procéder notamment à la revalorisation significative des salaires et au déblocage de l'évolution des carrières.

De nouveaux droits d'intervention doivent aussi être reconnus aux personnels comme aux usagers, pour exprimer et répondre aux besoins en matière de service public dans les territoires.

Pour y parvenir il faut rompre avec les politiques d'austérité et se doter d'une nouvelle ambition s'agissant du rôle et de la place des politiques publiques, des services publics, de l'emploi public.

Il faut aussi améliorer les conditions de travail et de vie des personnels dans toutes leurs dimensions, y compris dans le domaine des droits à la protection sociale à un moment où le gouvernement Hollande s'apprête à engager une nouvelle réforme régressive des retraites.

Pour la CGT, Il est donc urgent de créer les conditions d'une intervention et d'une mobilisation la plus massive et la plus unitaire possible des salariés.

Pour ces raisons, toutes et tous ensemble, retrouvons nous dans l'action à la rentrée le 10 septembre pour le droit à la retraite et l'avenir des services publics.

Montreuil, le 24 juillet 2013